

DEPARTEMENT

Dordogne

ARRONDISSEMENT

Sarlat

CANTON

Domme

COMMUNE DE DOMME**PROCES-VERBAL****DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****NOMBRE***De conseillers**En exercice :15**De présents :11**De votants :15*

L'an deux mil quatorze, le 15 décembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Domme étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Cassagnole, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs LAGRANGE - LAHALLE – MAZELAYGUE - TROUBADY – CAMINADE – GERMAIN - LAMBERT – COUSIN – CASSAGNOLE – OZANNE – PASQUET -.

Etaient absents : Mesdames GOUNARD (procuration à Mme LAGRANGE), DUFOUR (procuration à M. CASSAGNOLE)- Messieurs JOURDAN (procuration à M. OZANNE), ARMAGNAC (procuration à M. GERMAIN).

Le Maire certifie que le présent procès-verbal des délibérations a fait l'objet d'un affichage à la porte de la mairie le : 27/01/2015.

Le Secrétariat de séance était assuré par : M. LAMBERT

Le présent procès-verbal est approuvé le : 26/01/2015.

La convocation du Conseil Municipal avait été faite le : 08/12/2014.

Présentation de la CDC de Domme-Villefranche

Le Maire et le Conseil Municipal accueillent M. Thomas Michel, Président de la Communauté de Communes de Domme-Villefranche. M. Thomas Michel évoque de manière informelle avec les élus les différents services qui composent la communauté de communes, la création de ce nouvel EPCI et les équilibres qu'il a fallu trouver pour conjuguer compétences et transferts de fiscalité, les perspectives d'évolutions dans de nombreux secteurs et plus particulièrement en matière de tourisme, et les projets structurants en cours ou à venir.

Présentation des projets Pour la période 2015-2018

Le Maire présente au Conseil Municipal une série de projets à réaliser entre 2015 et 2018. Ces projets, sur lesquels ont travaillé élus, architectes, cabinets d'études, Agence Technique Départementale, font l'objet d'un chiffrage estimatif. Il indique que ces projets ont été présentés aux financeurs le 1^{er} décembre 2014 (Etat, Région, Département Europe). Il présente notamment l'esquisse, établie par le groupement Lefranq-Albrand, concernant le projet d'aménagement des espaces publics de la Grand'Rue et de la rue du Lavoir.

Travaux d'urgence Porte des Tours : choix d'un Coordonateur SPS

Le Maire rappelle l'opération de mise hors d'eau et hors d'air des graffitis Templiers de la Porte des Tours et que par délibération du 20 octobre 2014, le Conseil Municipal l'a autorisé à engager une consultation en vue de désigner un coordonateur SPS. Il présente les propositions qui lui ont été communiquées dans le cadre de cette consultation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de confier une mission de coordination SPS à A2C, pour un montant HT de 1.214 € et autorise le Maire ou son représentant, à signer le contrat correspondant.

Toiture de la Gendarmerie : Reprise de la génoise	Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte le devis de l'entreprise Jean-Louis Laval, relatif à la reprise de la génoise de la toiture de la Gendarmerie de Domme, d'un montant HT de 1.728,00 €, et autorise le Maire à le signer.
Halle : avenant au marché de Maîtrise d'oeuvre	Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le maire à signer un avenant en plus value au marché de maîtrise d'oeuvre, d'un montant total HT de 2.654,87 €.
Aménagement des espaces publics de la Grand'Rue et de la rue du Lavoir : consultation pour une mission SPS	Le Maire rappelle le projet d'aménagement des espaces publics de la Grand'Rue et de la rue du Lavoir. Pour ce projet, il indique qu'il est nécessaire de faire appel à un coordonateur SPS. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le Maire à engager une consultation en vue de désigner un coordonateur SPS et à signer tous les documents relatifs à cette consultation.
Commune de Domme c/ M. Jean Lambert : désignation d'un avocat pour plaider devant le Tribunal Correctionnel de Bergerac	Le Maire rappelle que Monsieur Jean Lambert a installé sans autorisation d'urbanisme des panneaux photovoltaïques sur sa propriété située à Bard et que ces panneaux y ont été ensuite maintenus malgré un arrêté d'opposition. Il indique qu'une plainte auprès du Procureur de la République a été déposée et que l'affaire doit être plaidée devant le Tribunal Correctionnel de Bergerac. Il propose de confier à Me Michel Nunez, avocat au Barreau de Périgueux, la défense des intérêts de la commune dans cette affaire. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette proposition à l'unanimité. M. Bernard Lambert n'a pris part ni au débat ni au vote.
Choix d'un revêtement de Voirie pour les rues transversales de la Bastide	Le Maire souhaite que le Conseil Municipal se positionne sur un parti pris de revêtement de chaussée pour les rues transversales de la Bastide, de manière à créer une harmonie par une uniformisation de ces revêtements. Considérant qu'il y a lieu de poser un revêtement de qualité sur la chaussée sans toutefois méconnaître la nécessité de procéder, en cas de besoin, à l'ouverture de celle-ci puis à la recouvrir d'un revêtement similaire, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité opte pour un revêtement tri-couche.
Mise en place un plan d'apurement de loyers impayés	Le Maire indique que la CAF de la Dordogne a demandé à la Commune de Domme de mettre en place un plan d'apurement des loyers impayés de M. Farid Rochdi, locataire d'un logement communal rue Paul Reclus à Domme. Le montant des loyers impayés s'élève à 1.143 €. Le locataire ayant sollicité le FSL Dordogne, il est demandé à la commune de Domme si celle-ci serait disposée à abandonner ou pas une partie de sa créance, dans le cas où seulement une aide partielle serait accordée et dans cette hypothèse, d'en fixer le montant. Le Maire indique qu'il appartient au Conseil Municipal de délibérer sur ce point. Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité de ne pas abandonner sa créance.
Assurance statutaire du Personnel communal	Le Maire explique que les contrats d'assurance relatifs à la protection sociale des agents permettent à la collectivité employeur de s'assurer contre les risques demeurant à sa charge.

	<p>Après avoir pris connaissance du contrat adressé par CNP Assurances, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le Maire à signer le ou les contrats CNP Assurances pour l'année 2015.</p>
Recrutement de 2 ASVP	<p>Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le Maire à recruter 2 agents de surveillance de la voie publique et à signer leurs contrats de travail.</p> <p>Le premier agent sera recruté pour une période allant du 30 mars au 15 octobre 2015, pour une durée hebdomadaire de travail de 35 heures.</p> <p>Le 2ème agent sera recruté pour une période allant du 06 juillet au 31 août 2015, pour une durée hebdomadaire de travail de 31 heures.</p> <p>La rémunération de ces agents de surveillance de la voie publique sera calculée sur la base de l'indice de référence de la Fonction Publique Territoriale.</p>
Transfert au SDE 24 la compétence relative aux infrastructures de charge de véhicules électriques	<p>Les statuts du SDE 24 ont été récemment modifiés en vu d'intégrer une nouvelle compétence optionnelle portant sur les infrastructures de charge de véhicules électriques. S'agissant d'une compétence optionnelle, l'approbation des communes sur l'actualisation des statuts et la prise de compétences optionnelles supplémentaires ne vaut pas directement transfert de compétences au profit du SDE 24.</p> <p>Afin de permettre le lancement d'un vaste projet de déploiement d'infrastructures de charge de véhicules électriques sur le territoire du département de la Dordogne, porté par le SDE 24, les communes doivent expressément lui transférer la compétence visée à l'article L 2224-37 du Code Général des Collectivités Territoriales.</p> <p>Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de transférer au SDE 24 la compétence relative aux infrastructures de charge de véhicules électriques.</p>
Avis sur la création d'un EHPAD à Milhac (46)	<p>L'avis du Conseil Municipal de Domme est sollicité sur un projet de construction d'un E.H.P.A.D. sur la commune de Milhac (46) par la société « PNJ Patrimoine » et la gestion de celui-ci par le groupe MEDICA France. Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - donne un avis de principe favorable à la réalisation de ce projet, dans la mesure où le projet porté par la société PNJ Patrimoine et son gestionnaire, s'appuie sur les ressources locales en matière de recrutement et d'ouverture de la structure aux habitants de la Bouriane et des communes voisines de la Dordogne. - demande au Conseil Général du Lot et à l'Agence Régionale de Santé (ARS) de prendre en compte l'ensemble de ces éléments dans le schéma de développement gérontologique du département. <p>L'examen de ce projet est reporté à une réunion ultérieure du Conseil Municipal.</p>
Occupation du domaine public routier par des opérateurs de télécommunications	<p>L'occupation du domaine public routier par des opérateurs de télécommunications donne lieu à versement de redevances en fonction de la durée de l'occupation, de la valeur locative et des avantages qu'en tire le permissionnaire. Le Maire propose au conseil municipal de fixer au tarif maximum le montant des redevances d'occupation du domaine public routier dues par les opérateurs de télécommunications.</p> <p>Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :</p>

1/ D'appliquer les tarifs maxima prévus par le décret précité pour la redevance d'occupation du domaine public routier due par les opérateurs de télécommunications, à savoir, pour 2014 :

- 40,40 € par kilomètre et par artère en souterrain,
- 53,87 € par kilomètre et par artère en aérien,
- 26,94 € par m² au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques (cabine notamment).

Il est précisé qu'une artère correspond à un fourreau contenant, ou non, des câbles (ou un câble en pleine terre) en souterrain et à l'ensemble des câbles tirés entre deux supports.

2/ De revaloriser chaque année ces montants en fonction de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics.

3/ D'inscrire annuellement cette recette au compte 70323.

4/ De charger le Maire du recouvrement de ces redevances en établissant annuellement un état déclaratif ainsi qu'un titre de recettes.

**Financement de voyages
scolaires : harmonisation des
Participations dans le cadre
du RPI**

Le Maire rappelle que la commune participe aux financements des sorties et voyages scolaires des élèves de Domme, en versant aux établissements scolaires une participation par élève habituellement fixée à 75 €.

Dans un souci d'harmonisation des participations des communes aux frais scolaires dans le cadre du RPI de Domme-Cénac, le Maire propose d'aligner les montants des participations communales sur ceux votés par le Conseil Municipal de Cénac et St Julien, à savoir :

- 35 € par élève pour les sorties et voyages en France ;
- 50 € par élève pour les voyages à l'étranger.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette proposition par 13 voix pour et 2 voix contre.

**Renouvellement de 2
projecteurs rue Porte de la
Combe.**

La commune de Domme, adhérente au Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, a transféré sa compétence « Eclairage Public » et a mis à la disposition du syndicat ses équipements pour la réalisation de travaux neufs et de modernisation de son éclairage public. Or, des travaux d'éclairage public s'avèrent nécessaire et il a été demandé au syndicat départemental d'établir un projet qui prévoit les aménagements suivants : renouvellement de 2 projecteurs n° 0261 et 0262 rue Porte de la Combe. L'ensemble de l'opération représente un montant TTC de 2.479,16 €. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- donne mandat au Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne pour faire réaliser, pour le compte de la commune de Domme, les travaux qui viennent de lui être exposés ;
- approuve le dossier qui lui est présenté ;
- s'engage à régler au Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, à compter de la réception du décompte définitif des travaux et à l'émission du titre de recettes, les sommes dues ;

- s'engage à modifier cette somme en fonction du montant définitif lorsque les travaux seront terminés et auront fait l'objet d'un décompte définitif récapitulatif des travaux et prestations réalisées par l'entreprise et le Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne ;
- s'engage à créer les ressources nécessaires au paiement et d'inscrire au budget de la commune cette dépense obligatoire ;
- accepte de se conformer à l'ensemble des conditions particulières définies par le Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne et autorise Mme le Maire à signer toutes les pièces nécessaires qui seront à établir.

**Non exercice du droit de
préemption sur la parcelle
D-3160 à La Vergnolle**

Le Maire indique que la parcelle D-3160 située à la Vergnolle, appartenant à M. et Mme Jacques Dauprat, fait l'objet dans le Plan Local d'Urbanisme de Domme, d'un emplacement réservé pour élargissement de la voie qui dessert cette parcelle, et que cette disposition donne à la commune un droit de préemption de manière à lui permettre de procéder à l'élargissement de la voie. Cette parcelle doit être vendue prochainement et les propriétaires et l'acquéreur souhaitent savoir si le Conseil Municipal entend exercer son droit de préemption.

Le Maire précise que la Commission d'Urbanisme s'est rendue ce jour sur place et M. Germain, Maire-Adjoint, communique l'avis de la commission. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de ne pas exercer son droit de préemption sur la parcelle D-3160 située à la Vergnolle à l'occasion de la transaction dont elle doit faire prochainement l'objet.

**Non exercice du droit de
préemption sur la parcelle
D-209 à Castarnou**

Le Maire indique que par délibération du 19 décembre 2011, le Conseil Municipal a instauré un droit de préemption sur plusieurs parcelles dont la parcelle D-209 située à Castarnou, parcelle appartenant à Mme Thérèse Boeyaert. Cette parcelle doit être vendue prochainement avec les parcelles D-210 et D-2195 et le notaire chargé de la transaction demande si la commune de Domme entend exercer son droit de préemption.

Le Maire précise que la Commission d'Urbanisme s'est rendue ce jour sur place et M. Germain, Maire-Adjoint, communique l'avis de la commission. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de ne pas exercer son droit de préemption sur la parcelle D-209 située à Castarnou à l'occasion de la transaction dont elle doit faire prochainement l'objet.

Vente de bois à la population

Le Maire indique qu'à l'occasion de nettoyage de parcelles communales, du bois est coupé, et que ce bois pourrait être mis à la disposition de la population de Domme, moyennant un prix de 20 € le stère et à condition que les intéressés se fassent connaître auprès du secrétariat de mairie et enlèvent le bois sous 48 heures. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte cette proposition.

Communications

- Ciné Passion

Le 20 juin 2015, Domme accueillera un rallye organisé par l'association Ciné Passion. Il s'agit d'un rallye de 50 voitures anciennes, voitures qui ont été utilisées dans des tournages de films.

- Porte des Tours

Dans le cadre des demandes de subvention pour financer le projet, le Conseil Régional d'Aquitaine demande à la commune de fournir un projet de valorisation des travaux. M. Dodeman a accepté d'élaborer ce projet et sa proposition, en cours de finalisation, sera examinée à l'occasion de la prochaine réunion du Conseil Municipal.

- Mise à disposition de toilettes

Le Maire exprime ses remerciements à M. et Mme Fausto Cerisuelo pour la mise à disposition des visiteurs des toilettes d'un local qui leur appartient, place de la Rode.

- Prolifération des pigeons

En raison de la prolifération des pigeons, le Maire indique qu'il sera amené à prendre des mesures très prochainement.

- Vœux à la population

La cérémonie se déroulera samedi 10 janvier 2015 à 18h00 salle de la Rode.

Fait à Domme, le 16 décembre 2014